

# \* João Bernardo : L'autre face du racisme

## - 5. Le racisme est-il inhérent au capitalisme ?

*Nous ne pourrons dépasser le capitalisme  
que si nous créons une société daltonienne.*

Le racisme est-il inhérent au capitalisme ? Il me semble que la question devrait être formulée différemment. Le capitalisme est-il incapable de dépasser le racisme ? Les partisans de l'identitarisme ethnique estiment que la lutte antiraciste serait à elle seule anticapitaliste. Cependant, l'élite de la classe dirigeante semble aujourd'hui vouloir s'ouvrir à la diversité ethnique, tant dans l'administration des principaux organismes internationaux, à savoir la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, que dans l'administration des plus grandes sociétés transnationales.

Afin de connaître les projets des gérants du capitalisme, il est utile de lire les publications de McKinsey, qui occupe la première place dans le conseil aux entreprises. Notamment un article du 1<sup>er</sup> janvier 2015, *Why Diversity Matters*<sup>1</sup>, dont le blog de McKinsey a résumé les conclusions en disant qu'«*il montre l'existence d'une relation significative entre la performance des entreprises et la diversité ethnique et de genre des conseils d'administration des sociétés*<sup>2</sup>». Il convient de noter d'emblée que la diversité ne concerne que les «*directions des entreprises*». En fait, ce sont les élites administratives qui sont impliquées. D'une part, les auteurs de *Why Diversity Matters* ne sont pas optimistes et constatent que, dans 22 % seulement des entreprises britanniques, les équipes dirigeantes de ces sociétés reflètent la composition démographique de la force de travail et de la population du pays, pourcentage qui tombe à 9 % au Brésil et à 3 % aux États-Unis. «*Ces chiffres, concluent les auteurs, mettent en évidence le travail qu'il reste à faire.*» D'autres chiffres, cependant, leur donnent des raisons d'être optimistes. «*Nos recherches les plus récentes montrent que les entreprises qui se situent dans les 25% supérieurs en termes de genre ou de diversité raciale et ethnique sont plus susceptibles d'avoir des revenus financiers supérieurs à la médiane nationale dans le secteur.*» Et le contraire est vrai pour les entreprises où la diversité est moindre. Certes, les auteurs reconnaissent qu'une corrélation n'équivaut pas, en soi, à une relation de cause à effet, mais elle indique une voie à suivre – «*lorsque les entreprises s'efforcent d'introduire la diversité parmi leurs dirigeants, elles réussissent mieux*». Cela nous amène au cœur de la question de la diversité ethnique dans les entreprises. Elle ne concerne que les échelons supérieurs de l'administration des sociétés, les dirigeants.

Les identitarismes ethniques servent à mobiliser le mécontentement des catégories sociales infériorisées par le racisme en faveur de l'ascension sociale de quelques-uns, soit grâce à un statut politique acquis par des activités militantes, soit grâce à un statut universitaire obtenu par des mesures facilitant l'accès à l'enseignement supérieur, soit grâce aux deux processus à la fois. Il s'agit exclusivement d'une recomposition des élites. Voyons le résultat de cinq décennies d'intégration scolaire aux États-Unis, de la discrimination positive<sup>3</sup>, la même politique qui a inspiré la Fondation Ford pour guider le mouvement brésilien noir et l'inciter à réclamer des quotas dans les universités.

---

<sup>1</sup> <https://www.mckinsey.com/business-functions/organization/our-insights/why-diversity-matters> .

<sup>2</sup> <https://www.mckinsey.com/about-us/new-at-mckinsey-blog/the-many-faces-of-diversity#> .

<sup>3</sup> Cf. les articles de *The Economist*, le 9 juillet et le 22 août 2020.

Aux États-Unis, la discrimination positive<sup>4</sup> a été instaurée par plusieurs décrets présidentiels promulgués entre 1961 et 1967. Si en 1968, les familles noires gagnaient environ 60 % de ce que gagnaient les familles blanches et possédaient des biens équivalant à moins de 10 % de ce que possédait une famille blanche moyenne, la situation n'a pas changé aujourd'hui. Dans ces conditions, il est utopique de souhaiter une intégration scolaire massive, parce que la différence de revenus continue à engendrer une ségrégation résidentielle. Sans pouvoir promouvoir les masses, la discrimination positive, comme d'autres mesures similaires, a pour seul résultat la promotion des élites. Il est vrai que même à ce niveau, les différences demeurent et aujourd'hui, parmi les 10% d'Afro-Américains les plus riches, la richesse de la famille moyenne correspond à moins d'un cinquième de la richesse d'une famille équivalente chez les 10% d'Américains blancs les plus riches. En adoptant un autre critère, alors qu'aux États-Unis plus de 15 % des familles blanches possèdent désormais plus d'un million de dollars, seuls 2 % environ des familles noires ont atteint ce niveau. Mais c'est le sommet de la pyramide. Si l'on regarde un peu plus bas, l'accès à de bonnes universités explique que, aux États-Unis, le salaire des professionnels noirs les mieux payés n'a cessé d'augmenter au cours des cinquante dernières années, alors que celui de la plupart des travailleurs noirs a diminué en termes réels.

L'identitarisme ethnique vise à s'auto-légitimer en affirmant que l'ascension d'un plus grand nombre de personnes de ce groupe ethnique aux échelons supérieurs de la politique et des affaires entraînerait une amélioration des conditions sociales et économiques des masses appartenant à ce groupe ethnique. Mais pour réfuter l'argument, il suffit de rappeler l'histoire de l'Afrique au cours des soixante-dix dernières années. Les mouvements anticoloniaux ont assuré l'ascension sociale des élites autochtones et ont laissé les masses laborieuses dans la même situation. Si je voulais déployer cette simple phrase en une chaîne de faits empiriques, il me faudrait écrire, en plusieurs volumes, une histoire de l'Afrique contemporaine, qui se confond avec le remplacement des élites coloniales par les dirigeants politiques issus des indépendances. Avec la décolonisation et l'hégémonie des nouvelles élites africaines, le clivage économique entre ces élites et le reste de la population a copié – en fait, a utilisé comme modèle – l'ancien clivage racial entre colonisateurs (blancs) et colonisés (noirs).

La question de savoir si le racisme est intrinsèque au capitalisme peut alors recevoir une réponse négative, puisque dans les pays africains indépendants, le racisme aurait disparu. Pourtant la stratification capitaliste qui avait existé dans la société coloniale s'est reproduite.

\*

Mais la question doit être posée à nouveau quand on voit que, après les indépendances, le racisme n'a pas disparu de l'Afrique subsaharienne et n'a que partiellement changé de protagonistes.

Les albinos constituent un cas particulier parce qu'ils sont dotés de pouvoirs magiques, tant positifs que négatifs, dans la dualité caractéristique du symbolisme religieux. Au Malawi et en Tanzanie au moins, les personnes atteintes d'albinisme sont souvent assassinées afin de couper des parties de leur corps et de les utiliser comme talismans. Au Zimbabwe<sup>5</sup>, certains sont convaincus que les rapports sexuels avec des albinos guérissent le sida. A l'inverse, les albinos sont victimes d'une hostilité et d'une aversion généralisées. Ce ne sont pas seulement des mythes à caractère sacré et magique, parce qu'il y a une composante raciale et, se distinguant par une peau pâle, bien qu'ayant une physionomie noire, les albinos sont souvent insultés comme étant «Blancs». Dans la première partie de cet essai, j'ai mentionné

---

<sup>4</sup> A mon avis, João Bernardo a une interprétation beaucoup trop restrictive des effets de ces mesures. Cf. ma note critique en annexe (*NdT*).

<sup>5</sup> Cf. <https://news.yahoo.com/zimbabwe-people-albinism-struggle-against-071021557.html> .

Chester Himes. Si ce que j'écris vous dérange, alors j'imagine la réaction que provoquera la lecture de cet écrivain afro-américain ! Ne le lisez pas, cela vous dérangerait trop. Son roman *The Heat's On* (*Ne nous énervez pas*, en français, *NdT*) est tissé autour d'un albinos, non pas en Afrique, mais à Harlem. Mais ces deux mondes sont-ils si différents ? Cependant, en raison de sa connotation religieuse et archaïque, le cas des albinos est moins éclairant que beaucoup d'autres cas de racisme.

En fait, dans l'Afrique subsaharienne indépendante, les confrontations entre groupes ethniques noirs ont été si fréquentes et systématiques que ce type de racisme peut être considéré comme une composante structurelle de ces sociétés, et son analyse se confond avec l'histoire africaine contemporaine.

Le Soudan<sup>6</sup> illustre ce racisme persistant : l'élite, tant économique que politique, a toujours été composée de personnes à la peau claire qui utilisent la langue arabe, tandis que les Soudanais à la peau plus foncée sont marginalisés ou relégués à des situations sociales et économiques inférieures. Cette division correspond au passé historique du pays, lorsque des chasseurs d'esclaves, d'origine arabe, ou du moins provenant de l'empire islamique, emprisonnaient les populations noires et alimentaient la traite des êtres humains dirigée vers l'Égypte et le Moyen-Orient et la zone méditerranéenne de l'Islam. La capitale, Khartoum, a été fondée il y a exactement deux siècles comme l'un des marchés aux esclaves les plus actifs de toute l'Afrique, et même aujourd'hui les Noirs – ou les personnes considérées comme telles par les autres Soudanais – sont péjorativement appelés «esclaves». Même les journaux utilisent souvent cette terminologie offensante.

Comme une étude détaillée des conflits raciaux entre groupes ethniques noirs dans l'Afrique indépendante dépasse largement la portée de cet essai, je me limiterai à quelques exemples.

Un article de *Passa Palavra*<sup>7</sup> a analysé les violents conflits raciaux qui ont eu lieu en Afrique du Sud en août et septembre 2019 entre les travailleurs noirs autochtones et les immigrants noirs. Ces affrontements ont provoqué des réactions en chaîne en Zambie et au Nigeria. Ces heurts ont fait suite à d'autres qui ont eu lieu les années précédentes. Cet article a montré – et c'est l'un de ses aspects les plus éclairants – que les prétextes, les arguments et même la terminologie utilisés par les deux parties ne différaient en rien de ce que l'on trouve dans les conflits raciaux en Europe ou dans les Amériques. Comme l'a fait observer Passa Palavra, «*le racisme et la xénophobie n'ont pas de couleur*».

Par la suite, dans plusieurs pays africains, des conflits répétés ont éclaté entre des ethnies noires, et je me limiterai ici au cas le plus récent. En Éthiopie, durant les derniers jours de juin et au début de juillet 2020, le meurtre d'un musicien qui jouissait d'une grande popularité dans l'État régional d'Oromia a donné lieu à des manifestations au cours desquelles des groupes d'Oromos ont violemment attaqué des personnes d'autres groupes ethniques et ont affronté les forces de sécurité, provoquant près de deux cent cinquante morts<sup>8</sup>. Ces événements sont sous-tendus par un climat d'hostilité dans lequel les Oromos, groupe ethnique le plus important, qui représente pratiquement un tiers de la population, se considèrent comme discriminés par les autres groupes, moins nombreux, et accusent le Premier ministre, bien qu'il

---

<sup>6</sup> <https://www.bbc.com/news/world-africa-53147864>

<sup>7</sup> <https://passapalavra.info/2019/09/128220/> .

<sup>8</sup> Cf. <https://elpais.com/internacional/2020-07-01/mas-de-50-muertos-en-etiofia-en-los-disturbios-por-el-asesinato-de-un-musico.html>

- <https://news.yahoo.com/ethiopias-nobel-winner-cant-rest-125513623.html>

- <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/07/05/a-musicians-murder-sparks-mayhem-in-ethiopia>,

- et <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/09/19/ethiopias-democratic-transition-is-in-peril>

soit oromo, de mener une politique pan-éthiopienne. En bref, les Oromos visent à s'assurer la suprématie raciale et, à cette fin, des protestations massives ont déjà eu lieu en Oromia entre 2014 et 2018.

Il ne s'agit pas seulement d'hostilités, de discriminations systématiques, ou d'affrontements qui auraient fait quelques dizaines de morts, rarement quelques centaines. La question se pose sous un autre angle lorsque l'on analyse les génocides. Aujourd'hui, le mot est souvent utilisé à tort et à travers, mais je vais évoquer de véritables génocides.

Le Rwanda et le Burundi, deux pays ayant une frontière commune, sont tous deux habités par deux groupes ethniques, les Hutus, agriculteurs, et les Tutsis, éleveurs. Les frictions traditionnelles entre ces deux peuples sont un écho tardif de ce qui s'est passé dans le monde entier, parfois à l'échelle supracontinentale, lorsque les déplacements des nomades des steppes, des éleveurs de bétail, ont dicté les expansions et les contractions des sociétés agricoles sédentaires dans les régions limitrophes de l'Asie et de l'Europe. Ibn Khaldoun a consacré à ce phénomène l'un des plus grands ouvrages de l'historiographie<sup>9</sup>. Même avant l'indépendance, des affrontements périodiques ont eu lieu entre les Hutus et les Tutsis, et comme les deux groupes ethniques peuplent les deux pays, les conflits d'un côté ont des répercussions de l'autre. En 1962, les Hutus du Rwanda attaquèrent les Tutsis et en tuèrent plusieurs milliers, forçant plusieurs milliers d'autres Tutsis à fuir vers un pays voisin. La riposte massive se produisit exactement dix ans plus tard au Burundi, où environ trois millions de Hutus furent assassinés par les Tutsis et environ 150 000 d'entre eux durent s'expatrier. Inévitablement, ce massacre incita les Hutus du Rwanda à riposter contre les Tutsis, qui fuirent en masse vers d'autres pays. C'est parmi eux que fut formé le Front patriotique rwandais, auquel se joignirent de nombreux Tutsis qui avaient fui en 1962. En 1990, le Front patriotique (où les Tutsis exerçaient une influence hégémonique) envahit le Rwanda, aggravant ainsi les frictions entre les deux groupes ethniques, et entre avril et juin 1994, les extrémistes hutus massacrèrent les Tutsis. Sur une population totale à cette époque proche de huit millions, environ 800 000 Tutsis non armés, de tous les sexes et de tous les âges, furent tués par des Hutus. Si 10% de la population furent ainsi massacrés, un nombre encore plus important de Tutsis s'installèrent dans les pays voisins. Peu après, à la fin du mois de juillet 1994, le Front patriotique remporta la victoire finale et prit le contrôle de tout le pays, ce qui précipita l'exode des Hutus. Les autres assassinats collectifs d'ethnies africaines perpétrés dans l'Afrique indépendante pâlisent face aux génocides du Rwanda et du Burundi, surtout si l'on ajoute les victimes des deux côtés entre 1962 et 1994.

Le fait que les forces politiques autochtones, ainsi que les gouvernements étrangers, dans le contexte de la guerre froide et des jeux d'intérêts postérieurs, aient exploité les massacres successifs pour leurs propres objectifs et les aient encouragés n'efface pas le fait que plusieurs centaines de milliers d'Africains, poussés par des prétextes racistes, ont massacré des centaines de milliers d'autres. Ou alors devrions-nous absoudre Hitler et les camps d'extermination du Troisième Reich en invoquant les injustices du Traité de Versailles et l'occupation franco-belge de la Ruhr ?

\*

La question de savoir si le racisme est intrinsèque au capitalisme s'articule avec une autre, celle d'expliquer pourquoi le capitalisme, jusqu'à présent, n'a jamais cessé de combiner une plus-value relative (fondée sur l'augmentation de la qualification des travailleurs et l'accroissement de la productivité du processus de travail) avec une plus-value absolue (résultant de la stagnation des qualifications et de la stagnation de la productivité).

---

<sup>9</sup> *Discours sur l'Histoire universelle (Al-Muqaddima)*, Actes Sud/Sindbad, 1997.

A priori, on pourrait affirmer que le capitalisme n'a aucun intérêt à une quelconque ségrégation qui empêche la mobilité sociale. La métaphore qui compare l'ascension sociale à l'acte de monter sur une échelle qui descend est fastidieuse, mais elle est tout de même exacte. Sans cette mobilité sociale ascendante – réelle par rapport au niveau précédent et illusoire par rapport à la volonté d'intégrer les rangs d'une classe supérieure – les travailleurs ne chercheraient pas à acquérir de nouvelles qualifications. Et sans cette mise à niveau permanente de la main-d'œuvre, il n'y aurait pas d'augmentation de la productivité, qui est le mécanisme moteur de la croissance économique et, en même temps, celui d'une exploitation accrue, en d'autres termes, de la plus-value relative.

Je ne fais pas ici allusion aux obstacles à la diversité ethnique dans les directions d'entreprises et les échelons supérieurs de leur administration, obstacles qui préoccupent tellement le cabinet McKinsey. Je veux parler de la mobilité au sein de la classe ouvrière et de l'ouverture de nouveaux niveaux de qualification aux groupes ethniques marginalisés. Après tout, ce n'est peut-être pas sans rapport avec le souci de productivité qui a toujours guidé Henry Ford. Cela le conduisit à adopter une orientation plus libérale à l'égard de l'emploi des Noirs que les autres grandes entreprises de l'époque, au point que les colossales usines du complexe de River Rouge furent les seules dans l'industrie automobile où les Noirs participèrent à toutes les opérations et à tous les types de travail.

Passons un siècle. Dans un livre récent, David Cote<sup>10</sup>, PDG du conglomérat transnational Honeywell pendant quinze ans, affirme que, face à la résistance des échelons inférieurs parmi les gestionnaires, qui étaient hostiles à la diversification de la main-d'œuvre, il a commandé une analyse statistique sur la composition ethnique de la population dans les régions où se trouvaient implantées les usines de l'entreprise et a déterminé que le recrutement devait être orienté de cette manière. David Cote considère que les effets ont été positifs, mais que des expériences comme celles-ci sont peu nombreuses, même si elles jouent un rôle pionnier.

En utilisant l'exemple que je donne toujours, comparons deux pays de population équivalente<sup>11</sup>, Haïti qui compte un peu plus de 11 millions d'habitants, et la Suède, avec près de 10,5 millions d'habitants. Aujourd'hui, le capitalisme s'intéresse à la Suède, pas à Haïti, comme le montre la direction prise par les investissements directs étrangers. Mesurés en millions de dollars, les flux d'investissements étrangers directs vers Haïti ont atteint un pic de 375 millions en 2017, puis sont tombés à 105 en 2018 et à 75 en 2019. En comparaison, pour la Suède, les flux d'investissements directs étrangers, également mesurés en millions de dollars, ont atteint un sommet en 2019, lorsqu'ils ont été de 20 568 millions ; ils étaient de 3857 millions en 2018 et de 14 249 en 2017. Si on les évalue en stocks, mesurés en millions de dollars, les investissements directs étrangers en Haïti étaient de 95 millions en 2000, passant à 625 millions en 2010 et à 1 925 en 2019. En Suède, aux mêmes dates, ils étaient de 93 791, 352 646 et 339 543 millions. Pourquoi Haïti se trouve-t-il dans cette situation, ou plutôt, pourquoi Haïti n'est-il pas devenu la Suède ?

Ainsi, la question qui a inspiré le titre de cet article demeure. Si la plus-value apparemment absolue est inséparable de la plus-value relative, le capitalisme, tout comme il a autrefois généré le nationalisme et le racisme biologique, et génère aujourd'hui des identités ethniques et sexuelles, continuera-t-il, demain et dans le futur, à générer des formes d'exclusivisme et de tribalisme ?

La question est encore plus large et plus profonde, parce que, au cours des dernières décennies, lorsque les manifestations collectives explicitement racistes ont été atténuées dans la pratique et lorsque

---

<sup>10</sup> Cf. l'article dans *The Economist*, <https://www.economist.com/business/2020/09/12/management-lessons-from-honeywells-former-ceo> .

<sup>11</sup> Pour la comparaison entre la Suède et Haïti on se reportera à ce rapport des Nations Unies : UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT, UNCTAD, *World Investment Report 2020. International Production beyond the Pandemic*, 2020.

l'antiracisme a acquis une hégémonie dans le domaine idéologique, d'autres expressions de l'identitarisme ont émergé. À notre époque de transnationalisation économique et de mondialisation culturelle, l'identitarisme est une transposition du nationalisme. Tous les vices du nationalisme se reproduisent dans l'identitarisme, aggravés par un autre vice, puisque si les nations s'arrêtent aux frontières, les identitarismes ne s'arrêtent jamais et ont tendance à se multiplier. La série LGBT est tellement illimitée qu'elle porte désormais un terme provisoire avec le signe +<sup>12</sup>.

La question de savoir si le racisme est inhérent au capitalisme doit être posée autrement. Les identitarismes sont-ils inhérents au capitalisme ? D'une certaine manière, la réponse est indiquée dans la formulation même du problème, parce que le capitalisme subsistera tant que les travailleurs ne seront pas unis socialement et politiquement pour le renverser. Tant que les travailleurs se limiteront à être une classe sur le plan économique (regroupant tous ceux qui laissent d'autres individus contrôler leur propre temps de travail dans le cadre d'une relation d'exploitation de la plus-value), mais sans pouvoir se comporter comme une classe sur le plan social et politique, le capitalisme restera solidement en place. Le fractionnement des travailleurs est la condition de la solidité du capitalisme. Les identitarismes – qu'ils soient fondés sur l'ethnie, la nation, la couleur de peau ou l'orientation sexuelle – sont la grande contribution qu'a apportée la gauche à la consolidation du capitalisme.

J'ai commencé cet essai en citant Ralph Wiley, un journaliste noir qui s'est rebellé contre quiconque «considère qu'il est avantageux d'entourer de murs les propriétés universelles de l'humanité, en les convertissant en domaines tribaux exclusifs». Je suis arrivé à la fin et je ferme le cercle :

Nous ne pourrons dépasser le capitalisme que si nous créons une société daltonienne.

#### \* **Bibliographie**

**Sur les génocides au Rwanda et au Burundi** : J. D. FAGE, *A History of Africa*, 2 volumes, The Folio Society, 2008 ; Marc LEVENE, «Genocide», in Merry E. Wiesner-Hanks (dir.) *The Cambridge World History*, volume VII ; J. R. McNeill et Kenneth Pomeranz (dir.) *Production, Destruction, and Connection, 1750 - Present, Part I : Structures, Spaces, and Boundary Making*, Cambridge University Press, 2015.

**Sur Ford et la main d'œuvre noire** : Allan NEVINS et Frank Ernest HILL, *Ford. Expansion and Challenge, 1915-1933*, Charles Scribner's Sons, 1957; Bernhard RIEGER, «The Automobile», dans Merry E. Wiesner-Hanks (dir.), *The Cambridge World History*, volume VII ; J. R. McNeill et Kenneth Pomeranz (dir.), *Production, Destruction, and Connection, 1750 – Present, Part II: Shared Transformations?*, Cambridge University Press, 2015.

---

<sup>12</sup> Il existe désormais une catégorie plus ample encore, les LGBTQIAAP, en attendant la version suivante (*NdT*).

## ANNEXE : A propos d'une interprétation trop restrictive des effets de la «discrimination positive»

Contrairement à ce que peut laisser penser ce texte de João Bernardo, la «discrimination positive» ne se réduisait pas aux quotas... d'autant que ceux-ci ont été déclarés inconstitutionnels depuis 1978 ! Elle n'a pas seulement profité à la petite bourgeoisie salariée ou à la classe des gestionnaires afro-américains, pour une raison simple : les décrets présidentiels et les lois adaptées dans les années 1960 ne peuvent être séparées des mobilisations de masse des travailleurs afro-américains qui ont stimulé l'adoption de ces mesures au niveau national, mais aussi ont imposé beaucoup de réformes au niveau local. Ces mobilisations ont permis à cinq ou six millions de travailleurs afro-américains d'avoir accès à des emplois qui leur étaient interdits auparavant.

Comme l'écrivent les militants américains de The Spark *«Les soulèvements dans de nombreuses grandes villes obligèrent le gouvernement et les entreprises à commencer à embaucher du personnel de couleur. Un certain nombre d'usines, de bureaux, d'hôpitaux furent construits dans des quartiers qui étaient jusque-là soigneusement évités par les entreprises ou les officines gouvernementales. On ouvrit des bureaux d'embauche dans les quartiers défavorisés et on se mit même à proposer des emplois à ceux qui sortaient de prison. En quelques années, le nombre d'emplois occupés par des Noirs s'accrut considérablement, surtout dans l'automobile et la sidérurgie, ainsi que dans l'administration<sup>13</sup>.»*

Et ces camarades d'expliquer que l'Etat, sous la pression des masses afro-américaines, obligea les grandes entreprises du bâtiment, mais aussi le plus gros employeur du pays à l'époque, la compagnie téléphonique ATT, à mettre fin à ses pratiques discriminatoires. *«En s'en prenant à AT&T, le gouvernement faisait savoir aux autres grandes entreprises que, si elles ne voulaient pas s'exposer à des procès coûteux, elles avaient tout intérêt à s'engager de leur propre chef dans des programmes de "discrimination positive", en liaison avec les agences gouvernementales. Pour la première fois, l'emploi – et la promotion – dans les grandes entreprises étaient ouverts aux Noirs, aux femmes et aux minorités. (...) le changement le plus important se produisit dans la classe ouvrière. Les travailleurs noirs, qui avaient été jusque-là maintenus aux marges du monde du travail, faisaient une entrée massive dans les grands centres du prolétariat industriel. Le secteur des emplois qualifiés, jusque-là plus blanc que blanc, s'ouvrait pour la première fois aux Noirs, qui purent parfois accéder à ces postes sans passer par la filière habituelle de la formation professionnelle, en faisant valoir une expérience acquise sur le tas. C'est ce changement-là qui explique la relative amélioration du niveau de vie des Noirs à l'époque. En 1954, le revenu d'une famille noire ne représentait qu'environ 53 % de celui d'une famille blanche. En 1969, ce chiffre était de 60 %. Il continua de progresser pour atteindre 62 % en 1975, avant de se mettre à chuter avec la crise économique.»* (op. cit.).

Certes la situation des travailleurs afro-américains se détériora à nouveau e à partir de 1975. Comme l'explique l'historien John William Trotter Jr<sup>14</sup> : *«La perte précipitée des emplois manufacturiers urbains a privé les travailleurs noirs de leur base la plus dynamique d'opportunités économiques et de mobilité ascendante pendant l'ère industrielle. La disparition des emplois manufacturiers de production de masse a accéléré les taux de chômage disproportionnés des Afro-Américains et la propagation de la pauvreté. L'effondrement de l'économie industrielle a intensifié les souffrances dans presque toutes les catégories de la vie des Afro-Américains : emploi, soins de santé, logement, éducation, accès à la*

---

<sup>13</sup> <https://mensuel.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/etats-unis-la-politique-de>

<sup>14</sup> <https://www.newframe.com/the-power-of-the-black-working-class-in-the-us/>

*protection policière et à une justice égale devant la loi, pour n'en citer que quelques-unes. Les travailleurs noirs ont trouvé de nouveaux emplois dans des communautés suburbaines et rurales éloignées, presque exclusivement blanches, loin du centre ville, où les Noirs, pauvres et ouvriers, étaient gênés par le manque d'automobiles privées et de transports publics adéquats pour se rendre sur les nouveaux lieux de travail. Non seulement les taux de pauvreté ont augmenté en raison de la hausse des statistiques du chômage, mais ils se sont aussi concentrés dans les projets de logements publics urbains.»*

Malgré la désindustrialisation et ses effets catastrophiques sur la classe ouvrière noire (auxquels il faut ajouter les politiques d'incarcération systématique qui ont frappé les jeunes Afro-Américains des quartiers populaires ségrégués), le Parti démocrate continue néanmoins à bénéficier du soutien de la majorité des travailleurs noirs... quand ils votent. Si les républicains et tous les réactionnaires racistes s'opposent à la «discrimination positive» depuis des années, ce n'est pas à cause de quotas qui ne toucheraient que la classe dominante (dans ce cas, ils se seraient résignés depuis longtemps), mais à cause des transformations sociales significatives qui eurent lieu, dans la décennie 1965-1975, grâce au mouvement des droits civiques et plus généralement à l'effervescence politique dans les «communautés noires».

Pour approfondir ces questions, on pourra lire les nombreux articles d'Adolph Reed Jr. traduits en français: <http://nfnf.eu/spip.php?rubrique146> . Cet auteur montre bien, même s'il le fait d'un point de vue réformiste-keynésien, comment l'*affirmative action* s'est transformée en une arme du néolibéralisme et de l'identitarisme de gauche, ce qu'elle n'était pas au départ du moins pour ses partisans les plus radicaux, et quelles qu'aient été ses limites par ailleurs. Comme Reed l'écrit, «*A. Philip Randolph, Bayard Rustin, Martin Luther King, Jr. et deux générations de militants noirs liés au mouvement ouvrier l'avaient bien compris, tout comme les élites du mouvement des droits civiques et les dirigeants syndicaux noirs, des plus radicaux aux plus conservateurs : d'une part, l'exploitation et l'oppression des Noirs s'inscrivent dans une dynamique plus générale de l'exploitation et de l'oppression ; et, d'autre part, le seul moyen d'obtenir et surtout de garantir des conquêtes sociales pour les Afro-Américains est de les obtenir pour tous les travailleurs. Cette leçon a été oubliée par de nombreux militants et commentateurs antiracistes, parce qu'ils se sont épris du réductionnisme racial contemporain.*»

**Yves Coleman**